

VillaGillet

Recherches contemporaines

Lyon / Rhône-Alpes

20 nov > 2 déc 2012

Mode d × emploi

UN FESTIVAL DES IDÉES

× **Changement climatique, épuisement des ressources : comment habiter la planète de demain ?**

Vendredi 30 novembre | 21h-23h | Hôtel de Région (Lyon)

En partenariat avec :

theguardian

Nnimmo Bassey / Nigéria
Corine Pelluchon / France
Harald Welzer / Allemagne

Rencontre animée par :
Stéphane Foucart
Journaliste, *Le Monde*
Adam Vaughan
Journaliste, *The Guardian*

Grands témoins :

Alain Coulombel | Élu écologiste au Conseil Régional Rhône-Alpes
Sophie Jullian | Directeur scientifique de l'Institut Français du Pétrole

GRANDLYON
communauté urbaine



Hôtel de Région - 1 esplanade François Mitterand - 69002 Lyon
Réservations auprès de la Villa Gillet - 04 78 27 02 48 - www.festival-modedemploi.net

Avec :



Nnimmo Bassey, récompensé du Right Livelihood Award 2010 (connu comme le « Prix Nobel alternatif »), a co-fondé l'ONG Action pour les Droits Environnementaux (membre de la fédération des Amis de la Terre International et du réseau Oilwatch International) qui, par des formations et un soutien légal, aide les pays d'Afrique, d'Amérique du Sud et d'Asie du Sud-Est à résister aux activités destructrices d'extraction de pétrole et de gaz.

→ *To Cook a Continent : Destructrice Extraction and Climate Crisis in Africa* (Pambazuka Press, 2012) – non traduit



Corine Pelluchon, philosophe spécialiste de Léo Strauss et de philosophie morale et politique, est maître de conférences à l'Université de Poitiers. Dans *Éléments pour une éthique de la vulnérabilité. Les hommes, les animaux, la nature* (Le Cerf, 2011), elle fait appel à l'éthique appliquée pour repenser notre rapport à la planète et au vivant.

→ *Comment va Marianne ? Conte philosophique et républicain* (François Bourin, 2012)



Harald Welzer, psychosociologue, est directeur de recherches en psychologie sociale à l'Université Witten / Herdecke et dirige le Centre de recherche interdisciplinaire sur la mémoire à Essen. Il s'intéresse aux causes de l'émergence de la violence et à la perception des évolutions de société par ceux qui les vivent.

→ *Les Guerres du climat. Pourquoi on tue au XXI^e siècle* (traduit par B. Lortholary, Gallimard, 2009)

Animé par :



Stéphane Foucart, journaliste, suit les questions scientifiques au journal *Le Monde* et couvre en particulier l'archéologie, la physique et les sciences de la Terre. Auparavant, il a vécu et travaillé deux ans à Amman, en Jordanie où il a été responsable des publications francophones du quotidien Ad-Dustour et journaliste free lance pour *L'Express*, *Arabes...*



Adam Vaughan est journaliste, rédacteur de la rubrique environnement du quotidien d'information britannique *The Guardian*.

Grands témoins :

Alain Coulombel est agrégé d'économie et gestion, enseignant en classes préparatoires et conseiller régional Rhône-Alpes, membre du conseil d'orientation politique d'Europe Écologie Les Verts. Dans son essai *L'entreprise et le temps* (Ed.L'Harmattan 2011), il cherche à penser la crise actuelle de la temporalité à partir d'une histoire critique de l'entreprise. Il travaille actuellement sur les « nouveaux chantiers chantiers de l'écologie politique ».

Sophie Jullian est directeur scientifique de l'Institut Français du Pétrole (IFP), ingénieur de l'École supérieure de chimie industrielle de Lyon (CPE) et docteur en chimie de l'Université Pierre et Marie Curie (Paris VI). Ancien auditeur de l'Institut des hautes études pour la science et la technologie, elle rejoint l'IFP en 1983 et devient chef de projet pour les procédés de traitement de gaz. En 1998, elle est nommée chef du Département Thermodynamique et Transfert avant de devenir, en 2001, Directeur de la Direction Développement à l'IFP-Lyon puis en 2005, Directeur de la Direction de recherche Procédés. Depuis 2008, elle était Directeur du Développement IFP-Lyon et Vice Présidente du pôle de compétitivité Axelera.

Nnimmo Bassey

Changement climatique, pénurie des ressources et avenir

traduit de l'anglais
par Jean-François Sené

Le monde est en proie à de multiples crises, entre autres celles liées au climat, à l'énergie, la nourriture, l'eau, la finance et l'économie. Une vision du monde, fondée sur l'hypothèse du *profit avant les personnes* et sur la croyance que la nature doit avoir une valeur monétaire avant d'être jugée digne d'être protégée, a mis la planète en péril. Cette croyance est en partie perceptible dans le concept dit d'*Économie verte* où toute chose se voit attribuer une valeur marchande.

Le monde n'a jamais connu le niveau d'irresponsabilité en matière d'extraction des ressources que l'on constate en tout lieu aujourd'hui. Les appropriations de terres par des spéculateurs de fonds souverains pour l'exploitation minière ou la conversion des forêts signifient qu'aucune terre n'est plus sacrée et que l'on ne saurait respecter aucune réserve naturelle de quelque valeur intrinsèque qu'elle soit. Sur tous les continents, les forêts font l'objet de destructions. Les points sensibles incluent la Mambira en Ouganda, la forêt de Ojnare en Suède et les nombreuses zones densément boisées d'Indonésie, d'Amazonie et d'Afrique.

De toutes les crises, celle du climat frappe d'injustice les faibles avant tout. À l'origine du changement climatique on trouve les structures économiques et sociales historiquement inégales qu'ont instaurées les pays riches et industrialisés et les systèmes de production et de consommation qui sacrifient les besoins du plus grand nombre aux intérêts d'une infime minorité. Les peuples qui sont touchés dans le monde et qui contribuent peu ou en rien aux crises sont ceux-là mêmes qui doivent en supporter le choc. Cela doit cesser.

UNE EXTRACTION DÉSESPÉRÉE

Les combustibles fossiles dictent les modes de civilisation actuels depuis plus d'un siècle et demi. La houille, le pétrole et le gaz ont permis au monde de passer des humains et des animaux comme générateurs d'énergie aux machines qui ont ouvert la voie à une consommation sans fin. Le pétrole brut paraît peu cher parce que les coûts réels en sont externalisés. Aujourd'hui, avec la fin du pétrole facile, nous assistons à une poussée de l'extraction en eau profonde et dans les écosystèmes fragiles. Il est impératif qu'il y ait des lieux sur terre où l'extraction n'ait pas le droit d'étendre ses tentacules. Soit nous prenons dès maintenant des mesures pour protéger Mère Nature, soit nous continuons à la maltraiter jusqu'à nous trouver au bord du précipice.

Le poids des échecs et d'une exploitation *insouciante* repose sur les épaules des démunis et des opprimés qui enflent les rangs des sans-emploi, des sans-logis et des affamés. Des forêts sont abattues pour élever du bétail et répondre à des demandes incessantes en viande, des cultures sont mises en œuvre pour les machines et des terres sont saisies au prétexte d'investissements. Chose intéressante, la crise financière a, dit-on, fait de l'accaparement des terres un mode d'investissement attractif, ce qui

alimente encore ces crimes contre nature. La réponse apportée au pic de production de pétrole (c'est-à-dire au moment où la production ne suffira plus à la demande) a déjà le soutien du militarisme prédateur et des officiels pour s'assurer l'immunité aux yeux de l'opinion publique. Songez aux sables bitumineux du Canada, à la raffinerie Shell dans le comté de Mayo en Irlande et au *cracking* (ou fracturation) aux États-Unis et ailleurs aujourd'hui.

Que le monde ait atteint des seuils critiques en matière de pêche, de pétrole et d'eau n'est pas une grande nouvelle. Alors que l'extraction intensive dégrade les réserves mondiales de ressources, le réchauffement de la planète a des impacts directs sur les pêcheries (tout comme l'acidification des océans et la mort des récifs coralliens) et sur la production alimentaire. Elle frappe également la santé humaine et la biodiversité en général. Ce sont là tous les signes de profonds changements environnementaux, d'autres crises à venir et d'autres atteintes aux droits humains alors même que s'intensifie la lutte darwinienne pour des ressources en diminution.

Le réchauffement climatique a encore d'autres impacts, dont l'accroissement de la désertification, la modification des schémas de précipitations qui provoque des crues inhabituelles, l'élévation du niveau des mers et une érosion plus prononcée des côtes. Les petites nations insulaires et d'autres nations vulnérables en Afrique, Asie et Amérique latine sont aux avant-postes des zones les plus menacées par les impacts climatiques. Malheureusement, ces nations sont contraintes de concentrer leur énergie sur la planification et la mise en œuvre d'actions pour **s'adapter** aux scénarios changeants qui leur sont imposés et également pour rechercher des moyens **d'atténuer** les impacts du changement climatique.

La terre s'est déjà réchauffée de presque 0,8 degré Celsius depuis la Révolution industrielle. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) estimait dans son quatrième rapport que si les températures s'élevaient de 2,0 à 2,4 degrés, les émissions de gaz à effet de serre devraient être réduites de 50 à 85 % d'ici à 2050 par rapport aux niveaux de l'an 2000 ! Si rien n'est fait pour mettre en échec l'élévation des températures, jusqu'à 30 % des espèces végétales et animales seront menacées d'extinction.

APPROPRIATION DES TERRES, DES MERS ET DU CIEL

Le phénomène de l'appropriation des terres s'est beaucoup développé à la suite d'une approche erronée du traitement du réchauffement de la planète. Alors que le changement climatique a entraîné des pénuries alimentaires à cause d'événements climatiques inhabituels, l'idée que les biocarburants (ou agrocarburants) peuvent remplacer les combustibles fossiles a incité les investisseurs à s'approprier des terres sous les tropiques pour cultiver cannes à sucre, jatropha et autres plantes pour l'industrie des biocarburants. Quelque 200 millions d'hectares de terres ont ainsi été saisis dans le monde. Il est clair que ce phénomène loin de régler quoi que ce soit aggrave la crise alimentaire, les conflits pour les terres, les déplacements de main-d'œuvre et des pauvres. Les appropriations des terres créent des conflits et affaiblissent également les capacités à atténuer les impacts du changement climatique ou à s'y adapter.

Notre planète terre est peuplée d'êtres et de cycles interdépendants. Ces cycles sont sérieusement dégradés et les systèmes de conservation vitale de la terre ont été compromis par diverses contaminations d'ordre génétique et social, entre autres.

Des solutions erronées au réchauffement terrestre, en particulier la géo-ingénierie, la biologie synthétique et la bioéconomie qui lui est associée, ont encore aggravé les impacts. La géo-ingénierie ouvre la voie à l'appropriation du ciel et des mers.

La recherche d'une croissance infinie ne reconnaît pas que la nature a des frontières et exige des périodes de temps gigantesques pour renflouer les ressources quasi épuisées. Le changement climatique précipite en fait la destruction des ressources naturelles, et malheureusement l'absence de volonté de prendre en compte la sombre réalité à la source signifie que les crises s'enracinent. Les actions officielles pour traiter la question du réchauffement climatique sont dérisoires. Le temps pour des espaces alternatifs inspirés du principe de justice en matière de climat est venu.

Professeur agrégé de l'Université, traducteur et écrivain, **Jean-François Sené** a publié divers essais littéraires dans des ouvrages collectifs et des revues, quatre recueils de poésie et un recueil de nouvelles (aux éditions Eclats d'encre et, pour un recueil de poèmes, à l'Harmattan), ainsi qu'un essai intitulé *La Lecture* (avec JIN Si Yan, Desclée de Brouwer, 2012) à paraître également en Chine en 2013. Parmi ses dernières traductions, citons Robert Darnton, *Le diable dans un bénitier*, *L'art de la calomnie en France 1650-1800* (Gallimard, 2010), Kwame A. Appiah, *Le code d'honneur* (Gallimard, 2012) et J. M. Coetzee, *De la lecture à l'écriture* (Le Seuil, 2012).

Corine Pelluchon

Changement climatique, épuisement des ressources : comment habiter la planète de demain ?

La crise écologique n'est pas seulement une crise des ressources. Elle souligne aussi les insuffisances de nos institutions politiques qui secondarisent l'écologie et la condamnent à n'être qu'un vœu pieu, que des mesures économiques visant à soutenir la croissance ou des politiques agricoles bien souvent contredisent. Les difficultés que nous avons à prendre réellement en compte la finitude de la

biosphère, la fragilité des écosystèmes et l'intérêt des générations futures indiquent qu'à côté de ce volet politique de la réflexion, une remise en question des fondements de notre éthique est nécessaire.

Nous allons présenter, dans une démarche constructive, quelques pistes permettant d'inscrire l'écologie dans l'agenda politique. Loin d'entraîner la suspension des libertés individuelles, nous montrerons que ce défi implique des innovations au niveau des instances délibératives, mais aussi un changement de culture politique propre à garantir une réponse démocratique à ces problèmes. Dans un second temps, nous aborderons le volet ontologique de la réflexion philosophique sur l'écologie : la limite à mon action n'est pas seulement liée au fait que je crée un dommage à un autre homme, mais il s'agit de prendre en considération les générations futures, les autres espèces et les écosystèmes. Une telle perspective, qui met l'accent sur notre responsabilité à l'égard des autres vivants et de la planète, est l'occasion de promouvoir un autre humanisme et de compléter la philosophie des droits de l'homme.

Il y a une tension entre les impératifs écologiques, comme le respect de la biodiversité ou la lutte contre la pollution, et le droit de chacun à choisir son style de vie qui découle de la souveraineté du sujet, chère au libéralisme politique, et passe aussi par le droit d'acheter ce que bon lui semble. La réponse à ce problème passe souvent par des mesures économiques et juridiques, comme la taxe pollueur-payeur, ou par la limitation ou l'interdiction de la chasse. Ces réglementations sont nécessaires, mais elles ne suffisent pas. Non seulement leur généralisation ne saurait garantir un traitement démocratique de ce problème, mais, de plus, on peut craindre que ces mesures prises dans un domaine ne soient contredites par d'autres politiques publiques, comme on l'a vu quand le gouvernement précédent, en France, avait donné une prime à la casse encourageant l'achat de voitures qui n'étaient pas forcément les moins polluantes (ni les plus à même de favoriser la production nationale).

Une politique atomiste ne peut être efficace dans un domaine caractérisé par des enjeux globaux, transversaux et à long terme, comme c'est le cas de l'écologie et de l'équité intergénérationnelle. En outre, ces enjeux contrastent avec les intérêts immédiats qui sont pourtant ceux que défendent les représentants. Autrement dit, notre démocratie représentative, qui est née au XIX^{ème} siècle dans un contexte écologique, démographique, technologique et économique radicalement différent du nôtre, est inadaptée à la prise en compte des nouveaux devoirs qui s'imposent à nous, comme la protection de la biosphère finie, la biodiversité, mais aussi le respect de la qualité de vie des générations futures et la justice environnementale, laquelle concerne la répartition, souvent inégale, du coût de la pollution.

Une des solutions est de compléter la démocratie représentative en faisant en sorte

que, dans les instances délibératives, les intérêts immédiats des hommes actuels ne soient pas les seuls à être représentés, mais qu'ils soient contrebalancés par des commissions veillant à la compatibilité entre les propositions de loi et la prise en compte des impératifs écologiques énoncés ci-dessus. Ces derniers, loin d'être imposés, abstraction faite des contextes et des hommes particuliers, pourraient être intégrés aux politiques publiques. L'écologie, au lieu d'être conçue comme un domaine à part et secondarisée, serait ainsi au cœur du politique, sans que l'on ait à craindre un quelconque éco-fascisme.

Ces modifications des instances délibératives supposent que l'on se demande comment les sciences, qui éclairent des sujets complexes comme ceux qui sont liés au climat, peuvent être prises en compte sans que l'on fonde la politique sur la science, donc en évitant l'expertocratie. Ces innovations exigent aussi que l'information et la formation des citoyens soient une priorité. La participation des citoyens doit aller de pair avec un changement de culture politique. Le contenu des programmes politiques et les passions politiques ne peuvent plus être les mêmes quand on s'interroge sur des enjeux qui rendent obsolètes les oppositions binaires (comme l'opposition conservatisme/progressisme) et soulignent la nécessité d'une argumentation où les émotions servent de point de départ à l'élucidation des positions ontologiques qui sont à l'origine des conflits relatifs à l'usage de l'eau, à l'alimentation, etc.

Cette remarque fait la transition avec le volet ontologique de la réflexion. Le fondement éthique de notre politique change quand on comprend que la limite à mon action n'est plus seulement liée au fait que je crée un dommage à autrui, mais que le gaspillage, la pollution, le fait d'imposer une vie diminuée aux autres cultures et aux autres espèces ou de les condamner à disparaître les unes après les autres soulèvent un problème de justice. Les droits de l'homme reçoivent une limite quand ils mettent en péril la survie des autres espèces, écrivait Lévi-Strauss dans *Le regard éloigné*. Au lieu d'être fondés sur le droit absolu de l'agent moral qui use de tout ce qui est bon pour sa conservation, les droits de l'homme trouvent ici l'occasion d'un renouvellement.

Penser la terre non comme un simple réservoir de ressources, mais comme un patrimoine commun implique qu'il y a une limite extérieure à ma liberté. Cette idée exige une évolution du droit. Elle est aussi solidaire d'une réflexion philosophique sur la conception de l'homme et de son rapport à l'autre que lui qui est le soubassement des théories politiques. Au lieu de penser le sujet à partir de la liberté conçue comme la capacité à faire des choix et à en changer, on insiste sur sa responsabilité. L'accent est placé sur le sujet de la responsabilité plus que sur l'objet de la responsabilité, car il s'agit de se demander ce que disent de nous notre manière d'habiter la terre et d'user des autres vivants. Loin de condamner l'humanisme, cette démarche invite à proposer une autre philosophie du sujet qui puisse servir de fondement à un autre contrat social. Tels sont les deux objectifs de ce que j'ai appelé l'éthique de la vulnérabilité où le sujet intègre au cœur de son vouloir vivre le souci de préserver la biosphère finie et de ne pas imposer aux autres hommes et aux autres espèces une vie diminuée.

**Harald
Welzer**

***Nous avons
besoin d'un
nouveau récit***

**traduit de l'allemand
par Olivier Mannoni**

Le mouvement pour le développement durable et la protection climatique n'a pas d'histoire à raconter. La seule chose qu'il ait à dire, c'est que tout doit changer immédiatement pour que les choses restent telles qu'elles sont. Mais comme, de toute façon, elles ne changent pas, ce type de rhétorique ne produit strictement aucun effet. Il est donc nécessaire de raconter une nouvelle histoire sur nous-mêmes. Et sur ce que nous voulons être dans le futur.

Une histoire de ce type doit être une bonne histoire – elle doit porter sur les possibilités d'une vie plus belle, plus juste, de meilleure qualité, d'une vie que nous ne mènerions pas aux dépens des autres. Le mouvement pour le développement durable et la protection climatique utilise les arguments de la catastrophe : il est en permanence minuit moins cinq, il n'y a pas une minute à perdre, il faut en quelque sorte sauver le monde immédiatement – et sauver, qui plus est, le monde entier, sous peine de désastres – événements climatiques extrêmes, sécheresses, inondations, ouragans – qui plongeront l'humanité dans le malheur et la mort. En règle générale, on ne fait rien en dessous de ce seuil : il s'agit toujours du monde entier, de l'humanité entière et du sauvetage immédiat de la planète par des gens prêts à tout pour y parvenir. C'est faux et c'est idéologique. C'est faux, parce que tout cela peut certes être dit, mais ne pourra jamais être mis en œuvre. Il n'existe pas de communauté qui se sente responsable du sauvetage de la planète, et il n'y en aura pas dans un délai prévisible. C'est que le changement climatique partage justement le monde en gagnants et en perdants. Comme l'a fort bien dit Lars Clausen, le résultat sera une « *failed globalisation* » aux conséquences imprévisibles¹. La prétention à sauver le monde est, en outre, idéologique : lorsqu'on vit sur les dépotoirs des mégapoles du Tiers Monde, on ne peut pas être intéressé par le sauvetage du monde. Sauver son enfant de la famine ne serait déjà pas si mal. Nous savons par ailleurs, depuis les errances totalitaires du mouvement étudiant de 1968 et des années suivantes, que l'on ne peut pas assumer ce sauvetage par délégation. Protéger verbalement, depuis la zone de confort, d'autres que soi contre la misère et l'humiliation, était déjà idéologique à l'époque et l'est d'autant plus aujourd'hui – nous savons bien que leur misère est le revers de notre confort, et ce à tout point de vue.

Cela mis à part, le discours qui porte sur le sauvetage du monde n'est pas seulement arrogant : il est aussi totalement incapable de donner aux hommes des motifs qui les inciteraient ne serait-ce qu'à se *préoccuper* du monde. Lorsque vous savez, d'emblée, que quelque chose n'est pas en votre pouvoir, vous n'avez pas non plus de motivation psychologique pour essayer même de le mettre en œuvre. La mutation ne s'opère jamais sur fond de scénarios catastrophe ; il lui faut un objectif positif – et par-dessus le marché un objectif qu'on puisse mettre en relation avec sa propre identité et la personne que l'on aimerait être. Personne ne sauve quoi que ce soit de manière abstraite, on ne sauve jamais que concrètement. Ce pour quoi l'on est prêt à s'engager doit être susceptible d'être nommément désigné et touché du doigt. Le changement climatique, le CO2 et tout ce déploiement apocalyptique sur fond de sciences de la nature ne s'y prêtent pas. Il faut en revanche des objectifs positifs, concrets, liés à la vie réelle : quelque chose comme une ville sans voitures, un système éducatif où l'on s'amuse à apprendre, des formes

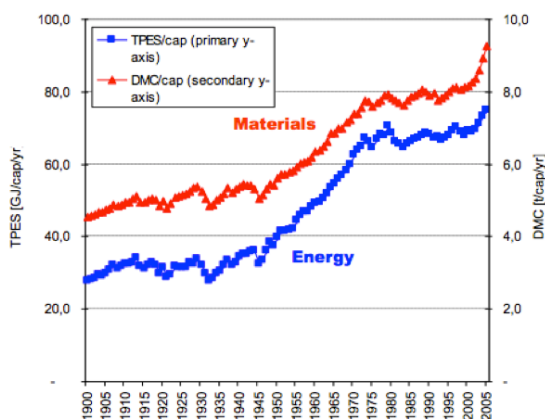
1. [Clausen, 2010, p. 102]

de communautés qui ne se satisfont pas de la consommation pour définir le sens des choses et leur signification. Tout cela serait souhaitable, même s'il n'était pas question de changement climatique.

Quand on veut développer des stratégies pour une vie meilleure, il faut aussi vérifier la base sur laquelle on peut construire, et ce à quoi l'on peut renoncer à l'avenir sans se trouver dans le besoin. Le système qui s'est d'abord installé dans l'Ouest de l'Europe et en Amérique du Nord, celui d'une économie capitaliste reposant sur l'utilisation des énergies fossiles et sur son pendant, l'augmentation constante de la productivité et de la valeur ajoutée, n'a pas seulement causé de sérieux dommages à l'écosystème, mais aussi permis de gigantesques progrès de civilisation, sans précédent historique : l'éducation pour tous, les services de santé, la garantie d'avoir des moyens d'existence, l'état de droit, la démocratie, la prospérité — autant de conquêtes impensables dans les sociétés prémodernes. On ne voudra pas non plus y renoncer dans le futur. Mais on aura besoin pour cela d'une tout autre base. Car cette machine à civilisation qui a exploité l'énergie fossile pour permettre de tels progrès sociaux n'a pendant très longtemps approvisionné qu'une toute petite partie du monde. Le grand reste de la planète était pour elle un réservoir dans lequel on pouvait puiser toutes sortes de combustibles destinés à satisfaire tous les besoins de ce modèle de civilisation. Cette époque-là est révolue.

Les dommages que ce modèle pouvait causer au système géologique et climatique étaient déjà immenses du temps où il était encore réservé à une partie du monde. Tel n'est plus le cas aujourd'hui : ce modèle s'est globalisé. Dès lors que de nos jours, ce n'est plus seulement la plus petite fraction, mais la très grande majorité des sociétés mondiales qui fonctionnent selon le principe de la surexploitation illimitée des ressources, le pillage et la pollution du monde suivront une courbe exponentielle. Une économie mondiale de croissance détruira en un temps record le socle sur lequel elle est construite.

La phase de la plus haute consommation de matériaux et de la plus haute augmentation des émissions se situe bien après les débuts de l'industrialisation : elle n'a véritablement débuté que dans l'après-guerre et a libéré toute sa puissance de destruction après la chute du bloc de l'Est et la montée des pays dits « émergents » — c'est-à-dire dans la transformation d'un ordre du monde bipolaire en un ordre du monde multipolaire. La vitesse de cette destruction augmente à chaque année qui passe.



Consommation de matériau par tête, comparée à la consommation d'énergie.

Source : Krausmann et al., 2009.

L'art de vivre et de survivre

Un futur art de vivre et de survivre ne pourra avoir qu'un seul but : maintenir le niveau de civilisation atteint dans le domaine de l'éducation, de la santé, de la sécurité, de l'égalité, de l'État de droit, tout en réduisant de manière radicale la consommation des ressources. Le paradigme, c'est l'art de la *cultivation*², pas la croissance. Pour l'heure, on parle volontiers d'une « croissance qualitative », qui pourrait être obtenue par le biais d'un « découplage » entre la consommation de matériaux et le produit intérieur brut (PIB). Mais les données sur l'augmentation de la productivité de l'énergie par point de PIB sur lesquelles on se fonde ne sont sans doute pas plus que de ces gains d'efficacité que permet, depuis toujours, l'évolution technologique. Si, malgré tout, les quantités consommées et les émissions augmentent tous les ans, cela montre clairement que la croissance économique surcompense les gains d'efficacité. Si découplage il doit y avoir, il ne peut être que relatif ; en termes absolus, la consommation des ressources et les émissions continuent à augmenter en même temps que l'activité économique.

L'idée que nous puissions conserver notre style de vie antérieur tout en consommant moins de ressources est donc une fable — une fable que les Verts, hélas, racontent eux aussi. Sur les planches illustrées qui l'accompagnent, on voit des éoliennes, des voitures électriques et des supermarchés bios — une sorte de gigantesque paysage publicitaire pour plaquettes de margarine, plein d'êtres humains heureux, littéralement enflammés par l'énergie solaire, mais qui, pour le reste, s'adonnent à la même culture de la consommation, conservent la même attitude à l'égard de la mobilité et se fient aux mêmes approvisionnements techniques exogènes qu'aujourd'hui. L'utopie verte s'énonce en ces termes : « Comme aujourd'hui, mais en mieux. »

Or, si l'on veut revenir sur les évolutions néfastes qu'entraînent la culture capitaliste et, surtout, l'économie de croissance, il faut pouvoir penser une autre utopie que celle de l'industrie publicitaire : un monde capable d'affronter le futur produira moins de produits, et non plus ; il permettra moins de mobilité, et non plus ; il ne sera pas une culture de la disponibilité chronique de toute chose. Sur tous ces points, il y a une histoire entièrement nouvelle à raconter : celle d'une modernité réductive dans laquelle on manierait intelligemment les ressources tout en gagnant une nouvelle qualité de vie, du point de vue écologique et social.

Olivier Mannoni est traducteur littéraire d'auteurs comme Peter Sloterdijk, Harald Welzer, Joachim Fest, Martin Suter, Uwe Tellkamp et biographe de Günter Grass et Manès Sperber. Il est directeur de l'école de traduction du Centre National du Livre.

2. En allemand: *Kultivierung*, l'art de préparer le sol avant les cultures [N.d.T.].

Retrouvez
les invités de
Mode d'emploi
en Région
Rhône-Alpes

**Rencontre autour de
Ce à quoi nous tenons.
*Propositions pour une écologie
pragmatique***

(La Découverte, 2011)

Sam. 1er déc. | 11h | Librairie Ouvrir
l'Œil

La librairie Ouvrir l'Œil invite la philosophe
Emilie Hache (France). Dans *Ce à quoi
nous tenons*, elle plaide pour la création
d'une nouvelle éthique, adaptée aux
relations complexes que les humains
entretiennent avec l'environnement.

18 rue des Capucins - 69001 Lyon
Tél. : 04 78 27 69 29

Espace librairie

Librairie Decitre (versions françaises
et langues originales
29/6 Place Bellecour - Lyon 2ème
Tél. : 04 26 68 00 01/12
www.decitre.fr

Dédicaces

> Après chaque rencontre, les écrivains
vous attendent à l'espace librairie de
Mode d'emploi.



Le supplément des *Inrockuptibles* consacré à *Mode d'emploi*

Disponible en kiosque et sur
les différents lieux du festival

Prolongez le débat, postez vos commentaires sur
www.villavoce.fr

× Le Blog

de la Villa Gillet

en partenariat avec Rue89Lyon et le master journalisme de l'IEP

Retrouvez-y aussi :
les articles des lycéens de l'Académie de Lyon,
les réponses des invités du festival,
des chroniques, reportages et interviews des étudiants rhône-alpins...



Les partenaires de *Mode d'emploi*:



Ce festival est soutenu par la Délégation Générale à la Langue Française et aux Langues de France.



Les partenaires des Subsistances :

